

ATTAC SUISSE

SEPTEMBRE 2018 - NEWSLETTER



Attac à 20 ans en 2018

cycles de conférence

"Wann kommt der nächste Crash?"

15 septembre à Zürich, Ladenlokal, Langstrasse 200, de 13h45 à 18h

Intervenante_e_s : **Joachim Bischoff** (Journaliste), **Min Li Marti** (PS) und **Markus Flück** (Attac)

Organisé par Attac und Réseau de réflexion/Denknetz

"Les services publics face à l'austérité : la nécessité d'une grève féministe"

Pour traiter de la situation des services publics et des moyens d'agir pour les défendre.

11 octobre à Lausanne, Pôle Sud, salle Bering, Av. Jean-Jacques Mercier 3, de 20h à 22h,

Intervenante : **Michela Bovolenta**, secrétaire politique au syndicat SSP et collectif grève féministe en 2019.

"Les liaisons dangereuses du négoce de matières premières"

Pour comprendre l'importance de la Suisse dans ce commerce et comment agir face aux abus

3 novembre à Genève, Maison des associations, salle Zazi Sadou, Rue des Savoises 15, de 14h à 16h

Intervenant : **Marc Guéniat et Agathe Duparc**, responsable enquête et senior researcher chez Public eye.

"L'Etat social et la reproduction des inégalités sociales"

Est-ce que la politique sociale réduit, reproduit ou agrandit les inégalités sociales ? La réponse à cette question est complexe. Tour d'horizon et conclusions politiques, en référence à l'actualité politique.

7 novembre à Fribourg, Université Miséricorde, salle 3115, Av. de l'Europe 20, de 17h45 à 19h45

Intervenant : **Dr Peter Streckeis**, privat docent et chargé de cours de sociologie à l'Université de Bâle

Organisée par Attac Fribourg

PAS D'EXPORTATIONS D'ARMES VERS LES PAYS EN GUERRE CIVILE : UNE INITIATIVE EST AUJOURD'HUI NÉCESSAIRE !



Aujourd'hui déjà, la Suisse exporte des armes dans des pays impliqués dans la mort de nombreuses victimes civiles. L'Arabie saoudite, par exemple, est coresponsable de la mort de plus de 6000 enfants dans la guerre civile au Yémen. Cela ne suffit pas au lobby des armes suisse qui veut désormais directement livrer du matériel de guerre dans des pays en guerre civile. C'est inacceptable ! Nous cherchons donc à rassembler 25'000 personnes prêtes à récolter 4 signatures contre cette décision scandaleuse.

Bouton : Je participe !

—>www.initiative-rectification.wecollect.ch/de

Si cet objectif est atteint, nous lancerons ensemble l'initiative de rectification ! Cette thématique est brûlante : nous avons récemment appris que les milices de l'État islamique utilisaient des grenades produites par l'entreprise suisse RUAG. Il est temps de mettre fin à ce scandale !

Aide-nous à ce que l'initiative aboutisse rapidement en récoltant toi aussi 4 signatures : www.initiative-rectification.wecollect.ch/de

C'est en luttant ensemble que nous pouvons éviter une aggravation supplémentaire des conflits internationaux et des guerres civiles !

OUI LE 23 SEPTEMBRE



Alliance
Pour la souveraineté alimentaire.
L'agriculture nous concerne toutes et tous.

La notion de souveraineté alimentaire a été initiée et présentée par Via Campesina lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) en 1996. Elle représente le droit de chaque population à définir sa propre politique agricole et alimentaire, sans le faire au détriment d'une autre région. Elle est un outil de lutte contre l'exploitation à la fois de l'environnement et des humains. Elle place les êtres humains au cœur des systèmes alimentaires, qu'il s'agisse des producteur.ice.s, des distributeur.rice.s ou des consommateur.rice.s en revendiquant des systèmes alimentaires locaux, sains et durables tout en garantissant des prix, des salaires et des conditions de travail justes.

Dans ce sens, l'initiative sur la souveraineté alimentaire suisse, soumise à votation le 23 septembre 2018, vise une agriculture qui permette aux personnes actives d'en vivre décemment et à la population d'y avoir accès ; elle demande que la Confédération favorise la création d'emplois dans l'agriculture et veille à l'amélioration des conditions de travail de la profession ; favorise la relocalisation de la production et les échanges directs dans une optique durable et démocratique ; et finalement, interdise l'utilisation d'OGM et garantisse le droit à l'utilisation, la multiplication, l'échange et la commercialisation de semences par les paysan×ne×s.